



Éditorial



Bretagne, Paris, Afrique : aller et retour !

Cette revue *Développement et Civilisations* existe depuis bientôt 50 ans. Elle est au service d'un réseau d'acteurs d'un développement solidaire et durable présents sur tous les continents. Cette revue prend un nouveau tournant dans sa longue histoire : désormais, elle ne sera disponible que par voie électronique. La version papier va cesser de paraître. La revue restera disponible sur le site du RIEH, où l'on peut aussi réagir. Gratuité, internationalité, ambition interactive : voilà les traits de cette revue, où l'on donne la parole à des auteurs-acteurs de divers continents, et si possible souvent à des femmes.

Lecteurs de l'édition-papier, si vous souhaitez continuer à recevoir la revue, il faut faire parvenir votre nom et courriel à contact@rieh.org

Ce numéro est consacré à notre président d'honneur : Roland Colin. Il fait paraître ses mémoires. Et en même temps reparaissent ses « Souvenirs de mon enfance bretonne » aux Editions Ouest-France au format poche. En lisant les deux livres, on se demande si R. Colin qui a su si bien comprendre l'Afrique, ne le fait pas grâce aux récits de sa grand-mère bretonne, dont le français n'était pas la langue maternelle. A moins que ce ne soit l'inverse : si Roland Colin ne comprendrait pas sa grand-mère à la lumière de sa carrière africaine.

L'enfant de Paris aux racines bretonnes a cherché à comprendre l'Afrique. C'est un homme à la double culture, un acculturé, un *métis*, un passeur. Notre monde saturé de murs et de forteresses a plus que jamais besoin de passeurs et de traducteurs.

Antoine Sondag contact@rieh.org

La toison d'or de la liberté

En quête de la démocratie en terres d'Afrique...

Roland Colin a publié ses mémoires sous ce titre (Ed. Présence africaine, 377 p., 18 €). Il y relate son expérience d'animation rurale et de participation communautaire en Afrique de l'Ouest et ailleurs. R. Colin a accompagné les indépendances auprès de Senghor et de Mamadou Dia. Rentré en France, il a enseigné en universités et a pris la succession du P. Lebreton à la direction de l'IRFED qui, fusionné avec le Centre Lebreton, forme le RIEH.

Il est probable qu'à la lecture de ces « Mémoires » de Roland Colin le mot de « passeur » vienne à l'esprit...

D'abord il est employé par l'auteur lui-même lorsqu'il évoque ces grandes figures d'économie et Humanisme que furent le Père Lebreton, Henri Desroche, ou Paulo Freire... Or, s'il a raison de les appeler « passeurs », alors ce mot s'applique tout aussi bien à lui. Car ces personnalités dont s'est inspirée son action, il a fait bien davantage que les suivre. Il a développé et affiné au fil du temps et des expériences leur philosophie du développement par et dans la participation des citoyens et des communautés où ils expriment leurs aspirations.

Ensuite, le mot fait référence à l'expérience que raconte l'auteur de sa « traversée du miroir », c'est-à-dire du « passage » qui a transformé la fonction, qu'il était censé remplir, de l'administrateur colonial français, retranché dans la hauteaine supériorité, allant de soi, de la civilisation qu'il représentait, en celle de l'étudiant, ouvert, attentif et avide de découverte, de la culture de ceux placés sous son commandement.

En troisième lieu, « passeur » est aussi le nom du rôle, qu'il

remplit ici en partageant son expérience, son récit de vie comme il l'appelle, avec ses lecteurs. Ce rôle est par-dessus tout devoir de fidélité, non pas seulement à l'Ouest africain qu'il a accompagné dans sa marche heurtée vers l'indépendance et le développement, mais à l'Afrique qui se fait aujourd'hui et qui, malgré les obstacles et les crises, avec l'énergie de sa jeunesse et la créativité de sa force de vivre, invente son avenir.

Je préfère cependant dire de R. Colin qu'il est un traducteur, pour ainsi ajouter à son statut de « passeur » l'explication de son exceptionnelle trajectoire : se décentrer en sachant penser de langue en langue, d'une langue à l'autre.

(...) L'enfance bretonne avait prédisposé le futur « commandant colonial » qui refusa ce rôle pour en faire celui d'un traducteur, à savoir sortir de soi, se décentrer, faire advenir la rencontre. La « conscience culturelle première » héritée de sa grand-mère bretonne avait établi en lui la notion que l'identité est une question ouverte, qu'elle est devenir qui se constitue dans la rencontre : devenir breton, devenir français, devenir africain...

Souleymane Bachir Diagne,
Professeur à l'Université Columbia de New York, signe la préface de l'ouvrage.

Voici des extraits de l'épilogue du livre (p. 356ss)

La travail d'animation et conscientisation...

Le travail d'animation mettait en scène la prise de conscience de la situation nouvelle et offrait des outils d'analyse et d'interprétation aux équipes engagées sur le terrain. Une démarche semblable soutiendra avec force le combat militant et libérateur d'Amilcar Cabral tout au long de la période d'incubation de la grande résistance populaire Bissau-guinéenne menant à l'indépendance. Par la suite, c'est le même processus qui, dans la foulée, présidera à la pédagogie des CEPI (Centre d'éducation populaire intégrée), à partir de 1975, une fois la liberté conquise. Les paysans animés, au Niger, nommaient les animateurs «les éclaireurs de têtes». Des perceptions comparables se retrouvaient dans les autres sites. Les acteurs dominés deviennent les auteurs libérés.

Cette **entreprise de conscientisation**, pour accéder à la pleine responsabilisation, exige que soit mise en jeu une vision globale du vécu social et culturel. La liberté ne se morcelle pas. L'apport fondateur de Lebret, en compagnonnage avec François Perroux et en pleine convergence avec les options des responsables sénégalais, allait pleinement dans ce sens, plaidant pour le « tout l'homme et tous les hommes ». La **pédagogie de l'Animation** explorait, de la sorte, le paysage humain du vécu de la communauté dans toutes ses dimensions. Le groupe des animateurs, dans les sessions, effectuait, dans sa globalité, ce travail d'inventaire raisonné et critique, qui valait apprentissage de l'exercice d'une citoyenneté accordée à la grande mutation. Ils s'appliquaient à identifier, nommer, analyser dans la langue du peuple les forces et les logiques en acte dans le vécu, et, par-là, à comprendre et traiter les projets en présence,

dans la pleine conscience des modèles dont ils étaient porteurs. En somme, l'acte concret d'émergence de la **démocratie nouvelle**. Partout, à travers les obstacles, les résistances, les pesanteurs, la « vie participative » a montré qu'elle pouvait prendre corps, nourrissant l'identité des humains et leur aptitude à s'enrichir de la diversité. En ceci, l'interculturel n'était pas un vain mot.

Mais, cette « génétique du pouvoir » (*empowerment*) ne tombait pas du ciel. Le développement démocratique a toujours été une lutte contre les forces contraires. Le surgissement d'un pouvoir des gens de la base se heurte à la résistance des intérêts qu'elle bouscule. Le tragique des événements sénégalais de 1962 en est la parfaite illustration. Dans nombre de cas évoqués dans cette révision de parcours, les forces hostiles étaient de deux sortes : celles de l'extérieur et celles de l'intérieur.

Les **stratégies de démocratisation**, dans beaucoup de situations de l'époque considérée, trouvaient leur origine première dans la détermination de responsables des sphères supérieures de l'État se réclamant de ruptures avec la logique coloniale antécédente, mais installés eux-mêmes au sein d'ensembles institutionnels portant la marque de cette même logique. Un défi majeur s'offrait à eux : ils devaient se dégager de l'allégeance aux règles de ces appareils qu'ils venaient de conquérir.

L'influence et le concours de **puissances étrangères** tendaient régulièrement à contrarier cette entreprise. Ce jeu était parfaitement clair dans l'histoire du Mandoul au Tchad où Félix Tombalbaye, au départ militant d'un parti RDA anticolonialiste, en venait à se plier aux injonctions des experts régissant des choix économiques étrangers aux intérêts du peuple paysan. En revanche, il arrivait, certes moins fréquemment, que des intervenants extérieurs viennent prêter main forte à la démocratisation endogène.

En tout état de cause, la clé des problèmes et de leurs solutions ne pouvait s'affranchir de la sphère politique. Les mouvements qui l'incarnaient révélaient, à l'usage, la logique qui les animait.

Les membres d'une « classe sociale intérieure », se coulant parfois de manière quasi mimétique dans les façons d'être de puissants partenaires du dehors, se comportaient ainsi comme les agents d'une mondialisation asymétrique, vecteurs, le plus souvent, d'une idéologie du marché ultralibéral sans toujours en pratiquer explicitement le langage. Il n'est pas rare ainsi que l'**aliénation** s'avance masquée. Toujours « vus du dedans », des acteurs endogènes, en contraste avec les précédents dans leurs références socio-culturelles, mais parfois en alliance pratique avec eux, défendaient, à travers leur statut de notables, des positions traditionnelles passées récusant l'orientation démocratique mettant en cause leurs privilèges. Dans certains cas, une hybridation pouvait se faire jour entre ces deux catégories.

Une lecture pertinente du rapport de force trouve de bons éclairages dans l'approche d'une « sociologie institutionnaliste » et des ressorts essentiels qu'elle met au jour. On peut en décrire les fondements pour en appliquer les termes à bien des situations vécues tout au long de mon parcours. Tout groupe humain, pour faire droit à ses problèmes de tous ordres, en appelle à une organisation collective prenant forme à travers des institutions s'inscrivant dans la culture partagée.

Ainsi l'**institution**, dans son élan fondateur, a pour mission de mener à bien les objectifs que la communauté lui assigne, recevant à cet effet des pouvoirs et des moyens appropriés. Les acteurs de l'institution mandatés de la sorte, que les « institutionnalistes » nomment les « institués », se posent comme les exécuteurs des finalités que les acteurs « instituants » leur ont confiées. Dans

la pratique, la gestion des moyens donne aux institués un pouvoir induisant la sérieuse tentation de s'affranchir du contrôle de ceux dont ils sont les mandataires. Tout tient alors à la capacité pour les mandants de disposer de contre-pouvoirs permettant de gager le respect de la ligne fondatrice. Desroche distingue ainsi le « réseau », liant entre eux les garants des fins, de « l'appareil », instrument des gérants des moyens, dont les logiques en acte ne coïncident pas de plein droit.

Dans la pratique, on constate à de fréquentes reprises, un renversement dans l'exercice effectif du pouvoir : les institués prennent le pas sur les instituants qui deviennent de ce fait leur « clientèle ». Cette situation est souvent observée dans l'exercice des mandats politiques, et pas seulement en terre africaine. Sur ce terrain, cette dynamique d'inversion se retrouve s'agissant de la position dominante d'un encadrement administratif et technique ordonnant et déployant les moyens de mise en œuvre des projets de développement. Les destinataires de l'action sont ainsi qualifiés de « bénéficiaires » et non pas « d'ayants droit ». Le vocabulaire est alors dénué de toute innocence.

Au départ, depuis les indépendances, les paysans sont, en principe, des « **acteurs citoyens** », donc instituants, qui votent pour désigner leurs représentants politiques ayant pouvoir sur les appareils d'État dont la finalité est de promouvoir le bien commun de leurs mandants. Aussitôt passé le temps des élections, les élus s'installent aux commandes des structures institutionnelles maîtresses d'ouvrage de l'action publique et devant en principe garantir que l'initiative privée ne déroge pas à l'intérêt général. Combien de fois ne voit-on pas alors les « électeurs paysans » n'ayant plus véritablement leur mot à dire, exclus des langages officiels de la décision et réduits à quémander, comme un privilège, le concours des maîtres du jeu ! Certes, il n'est pas rare que l'on fasse état



En quête de l'économie humaine

En écrivant le livre *Chemins d'économie humaine*, notre réseau a cherché à donner un contenu à ce concept en analysant des expériences récentes dans différents pays du monde, inspirées par l'économie humaine. Roland Colin nous propose une démarche analogue à partir des expériences de sa longue vie.

Dans les deux cas, on retrouve les caractéristiques principales de l'économie humaine : une action qui prend en compte toutes les dimensions de l'homme, qui inclut tous les membres de la société avec une égale dignité, qui se mène avec la participation de tous. La dernière caractéristique, l'harmonie avec le vivant est moins explicite dans le livre de Roland, mais l'animisme n'est-il pas une manière d'établir une relation inclusive entre l'homme et le vivant ?

Une des différences importantes est que les expériences rapportées par Roland ne sont pas des initiatives prises par des personnes ou des groupes locaux, mais s'inscrivent dans des politiques publiques impulsées par des hommes politiques exerçant le pouvoir d'État : Mamadou Dia au Sénégal, Hamani Diori au Niger, Philibert Tsiranana à Madagascar, Luiz Cabral, successeur d'Amilcar en Guinée Bissau. Impulsée d'en haut, cette politique n'est pas pour autant descendante, car elle projette de transformer la société et l'économie du pays à partir des communautés de base, par une action d'éducation visant les animateurs et par eux la population des différents territoires constituant le pays.

Il y a là une réponse à la question souvent posée à la lecture de *Chemins d'économie humaine* : comment passer d'expériences locales à des changements touchant la société tout entière ? Et cette réponse est qu'il ne suffit pas d'agir localement en espérant une diffusion spontanée. Il faut qu'il y ait aussi un pouvoir central qui ait la volonté politique de diffuser les acquis des expériences et qui s'en donne les moyens à travers des institutions, telles que l'Animation rurale ou les Centres d'éducation populaire intégrée (CEPI) de Guinée Bissau. Une des conditions d'une avancée vers l'économie humaine n'est donc pas une société civile qui s'organise en ignorant les pouvoirs publics ou lutte contre eux, mais bien une convergence entre ceux d'en haut et ceux d'en bas.

Le livre de Roland pose une autre question importante quant au rapport entre les initiatives portées par la société civile et les forces politiques. Il est en effet malheureusement frappant de constater que toutes ces expériences de construction participative à partir des communautés de base ont subi un arrêt brutal parce que le dirigeant politique qui les soutenait a été renversé, presque toujours de façon violente. Or ces renversements politiques brutaux ne sont pas seulement dus à l'appétit de pouvoir de tel militaire ou homme politique. C'est que la démarche participative, donnant du pouvoir à des personnes choisies ou élues par leur communauté, visant à ce que les producteurs tirent un juste revenu de leur travail heurte des intérêts puissants qui réagissent avec vigueur.

Les expériences rapportées par Roland mettent un très fort accent sur ce qui est souvent nommée l'Animation participative avec une majuscule qui en dit toute l'importance. La participation joue un rôle central dans la démarche de l'économie humaine. Mais qu'en est-il de l'animation ? Qui sont ces animateurs, quels sont leur rôle dans le jeu des acteurs habituellement identifiés : les ONG, les autorités locales, les techniciens et experts, les chercheurs et formateurs, les représentants locaux des administrations et services publics ? Dans beaucoup des exemples rapportés par Roland, ce ne sont pas des professionnels de l'animation. Ce sont des personnes librement désignées par leur communauté d'origine, qui suivent une formation, puis qui, de retour chez eux, sont les ferments de la démarche participative. Cette fonction apparaît comme essentielle, notamment pour que les parties prenantes s'engage dans l'action collective. Un des objectifs du programme *Des territoires en marche vers l'économie humaine* que lance le RIEH est d'analyser comment cette fonction d'animation est remplie dans les différentes actions qui y participent.

Michel TISSIER Secrétaire exécutif du RIEH

d'une « consultation » des communautés de base, mais le rapport de **clientélisme** risque d'en affecter profondément la portée. Dans d'autres cas de figure, le pouvoir en place fait appel à des évaluateurs extérieurs sans liens organiques avec la population sur laquelle portent leurs investigations. Les contrats de recherche ou d'études sont alors passés avec les pouvoirs supérieurs institués sans implication des organisations sociales réelles auquel ils s'adressent. La relation avec le peuple instituant ne redevient effective que lors des échéances électorales renouvelant les mandats, où la dissymétrie des moyens et les pratiques de clientélisme entre candidats et électeurs-citoyens se solde bien souvent par une prime au rapport de force, tandis que pèsent lourdement, de surcroît, les tentations de manipuler le processus électoral. Il ne serait certes pas équitable de généraliser : il existe des cas où le mouvement populaire l'emporte face à des pratiques abusives des tenants des appareils, mais ils sont loin d'être la règle.

Dans nombre de situations, les positions et les pratiques de mouvements politiques, intermédiaires entre la population des citoyens et le système à vocation dirigeante, sont des éléments-clés dans les rapports de pouvoir à travers lesquels se joue la démocratie. La tentation est forte alors, en l'absence de **contre-pouvoirs** efficaces, pour les réseaux politiques de se muer en appareils de domination s'imposant à la population citoyenne. C'est le terrain rêvé pour une personnalisation abusive de l'autorité conduisant à d'interminables mandatures présidentielles. Lorsque les situations

deviennent trop critiques, la promotion à la **confiscation du pouvoir par des factions militaires** s'avère difficilement réversible et réversible. En 2016, les politologues décomptent, au minimum, 87 coups d'État de cette nature sur le continent africain depuis le temps des indépendances (...).

Conclusion p. 365ss

Quels enseignements peut-on tirer de ces expériences historiques africaines pour les pays qui, en un temps, ont été les vecteurs de la domination coloniale ?

Il semble que **l'évolution démocratique** des sociétés, qui est un enjeu partagé des temps présents, nous fasse vivre une puissante mutation, à bien des égards comparable dans son ampleur à la grande transformation qu'impliquait l'avènement des peuples colonisés à la liberté. La relation entre pouvoir d'en haut et gens d'en bas, dans tous ces cas de figure, est une question primordiale. Dans les sociétés « du Nord », comme dans celles « du Sud », une vraie interrogation porte sur la nature de la citoyenneté.

Pour que le grand nombre puisse exercer sa part de responsabilité dans l'exercice du pouvoir, encore faut-il que la connaissance vécue du monde soit mise en partage. Ainsi l'élucidation des problèmes auxquels font face les groupes humains, avec leurs tenants et aboutissants, devient un enjeu fondamental. Elle permet de déboucher sur l'acquisition par les acteurs des compétences nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités à tous niveaux dans un cadre de vie qu'ils

ont en partage. Cela devrait être le rôle d'une éducation/formation ouverte à tous les citoyens et acquise aux différentes étapes de leur parcours de vie. Telle était la fonction des « **Animations** » dans les situations africaines analysées : éducation des adultes reliée au vécu et aux liens sociaux, en relation avec les éducations premières, comme dans les CEPI bissau-guinéens.

Telle pourrait être une réponse aux exigences de refondation de l'action des mouvements politiques dont une vocation essentielle serait ainsi d'assumer dans les faits de grandes révolutions touchant l'éducation. Mais les expériences africaines montrent bien que la **démocratie éducative** demeure un rude combat. Elle n'est cependant pas sans répondant hors des références conventionnelles. Les expériences du « développement informel » sont de grandes richesses au Nord comme au Sud, impliquant les sociétés civiles, au sens illustré par Desroche, où l'on agit en s'éduquant, où l'on s'éduque en agissant.

La recherche-action génératrice de pouvoir pourrait alors faire figure de source généreuse d'énergie novatrice pour le développement humain.

A vous qui recevez la version papier de *Développement et Civilisations*

Faites parvenir votre nom et adresse courriel à contact@rieh.org pour continuer à recevoir la revue.

Consultez le site www.rieh.org pour télécharger les anciens numéros

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@rieh.org L'association DCU - Lebrete-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Yves Berthelot, Roland Colin, Bernadette Huger, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Michel Tissier.

La reproduction des textes publiés est autorisée à condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed. Virements bancaires, en France :

LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé..

